

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 décembre 2016

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	13	12

N° de la séance : 04

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Maison de Services au
Public - CCAS de Vallauris - Attribution
d'une subvention de fonctionnement

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.236

Date de la convocation :
Le 13/12/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **23 DEC. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **29 DEC. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 14h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations, 288 chemin de St Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Joseph LE CHAPELAIN, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire.

La politique de la ville est une politique, nationale et locale, de cohésion urbaine et de solidarité, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle est conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif :

- d'assurer l'égalité entre les territoires,
- de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines,
- d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini les principes guidant la nouvelle génération de contrats de ville 2015/2020 et en confie la gouvernance aux agglomérations. Ces contrats constituent le cadre d'action de la politique de la ville.

Par délibération en date du 28 septembre 2015, le Conseil Communautaire a approuvé la signature du contrat de ville 2015-2020.

La circulaire du Premier Ministre du 30 juillet 2014 définit les enjeux des futurs contrats de ville à partir de trois piliers :

- a) Le pilier « cohésion sociale » qui intègre les actions autour du soutien aux familles monoparentales, de la petite enfance, de l'éducation, de la prévention de la délinquance, de l'accès aux soins, à la culture et aux activités physiques et sportives.
- b) Le pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » qui concerne des actions concourant à l'amélioration de la vie quotidienne des habitants grâce à la création de nouveaux équipements, à la mobilité dans le parc résidentiel et à l'installation de nouvelles activités dans le quartier.
- c) Le pilier « développement économique et emploi » qui développe des actions qui concourent à la réduction des écarts de taux d'emploi entre les quartiers prioritaires et l'agglomération.

Un courrier en date du 3 avril adressé par Monsieur le Préfet des Alpes maritimes présente le pilier transversal et complémentaire suivant :

Le pilier « valeurs de la République et Citoyenneté » qui développe des actions favorisant l'égalité, l'appartenance à une communauté de destin et d'adhésion à des valeurs partagées communes à un pays. La laïcité étant le socle du vivre ensemble.

Les orientations poursuivies dans le cadre de ce pilier du contrat de ville ont donné lieu à la fixation de plusieurs objectifs, dont celui sur le territoire prioritaire de Vallauris, d'ouvrir une Maison des Services Au Public (MSAP) portée par le CCAS de la commune.

L'inauguration de la MSAP des « Hauts de Vallauris » a eu lieu le 1^{er} juin 2016.

Cette structure de proximité localisée sur le quartier des Hauts de Vallauris a pour mission d'apporter aux habitants une meilleure connaissance et une fréquentation facilitée des services publics sous la forme de permanences et d'accueil (accès au droit, emploi, santé, social, citoyenneté, éducation...).

La MSAP a vocation à mettre à disposition une équipe composée d'un agent d'accueil, un agent communal coordinateur, des locaux et du matériel informatique pour les institutions partenaires susceptibles de réaliser des permanences physiques ou numériques au sein de ces locaux situés au cœur du quartier prioritaire des Hauts-de Vallauris. Le local est d'ailleurs mis à disposition par le bailleur social ERILIA, propriétaire de la totalité des logements sur ce secteur.

Différents partenaires occupent déjà cet espace de rencontre avec le public et participent à la création d'un lien social avec les populations de ce quartier enclavé physiquement et qui s'isolent de l'accès aux services publics. C'est par exemple le cas de la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie, de la CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé Au Travail), du Pôle Emploi ou encore des services fiscaux de la CAF.

Entre le 1^{er} juin et le 15 septembre 2016, plus de 250 personnes ont été accueillies par les différents partenaires. Tenant compte de ce volume d'activité, la MSAP pourrait accueillir près de 650 autres bénéficiaires sur la période du 16 septembre au 31 décembre 2016.

Dans la mesure où elle poursuit un objectif propre, le budget de fonctionnement de la MSAP est un budget indépendant de celui du CCAS. Le budget annuel pour l'exercice 2017 de la MSAP est évalué à 80 613 euros.

Dans ce cadre, le CCAS sollicite la participation de la CASA à hauteur de 15 000 euros.

Cette participation sera complétée par l'Etat (par le biais du Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire - FNADT) et le Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Considérant que l'action « Gestion et animation d'une Maison des Services au Public sur le quartier des Hauts de Vallauris » du CCAS de Vallauris s'inscrit dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente cette action pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 21 septembre 2016 ;

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2016 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention d'un montant de 15 000 euros au CCAS de Vallauris pour le fonctionnement de la MSAP des Hauts de Vallauris,
- d'approuver la convention de participation financière entre le CCAS de Vallauris et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- D'imputer la dépense sur le compte 657362 du budget de la direction de la cohésion sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention d'un montant de 15 000 euros au CCAS de Vallauris pour le fonctionnement de la MSAP des Hauts de Vallauris,
- d'approuver la convention de participation financière entre le CCAS de Vallauris et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 657362 du budget de la direction de la cohésion sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 décembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) de Vallauris**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 – 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 19 décembre 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Etablissement public communal dénommé Centre Communal d'Action Sociale de Vallauris ayant pour but la mise en œuvre de la politique sociale sur la commune, situé Avenue du stade – 06220 VALLAURIS, représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de l'établissement en sa qualité de Présidente ;

Ci-après désigné **C.C.A.S. de Vallauris**

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, le Centre communal d'action sociale de Vallauris est un établissement public qui exerce une mission générale de prévention et de développement social sur l'ensemble de la commune.

Dans ce cadre, il est prévu la gestion et l'animation d'un espace mutualisé de services au public (Maison de Services Au Public - M.S.A.P.) assurant un relais d'information et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives, situé au cœur du quartier prioritaire des Hauts de Vallauris.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 21 septembre 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le Centre Communal d'Action Sociale de Vallauris s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission favorisant la connaissance et l'accès aux services publics. Il assure un relais d'informations et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives.

La Maison de Services au Public des Hauts de Vallauris a donc pour objet :

- De renforcer la visibilité de l'institution publique au cœur du quartier prioritaire afin qu'elle y déploie ses missions de services à la population dans un souci permanent de laïcité ;
- D'assurer des permanences de partenaires institutionnels et associatifs capables de répondre aux difficultés administratives et sociales des habitants du quartier ;
- De développer des actions de médiations sociales, d'information sur la laïcité et le « vivre ensemble ».

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le C.C.A.S. de Vallauris pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2017.

Durant cette période, le C.C.A.S s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 80 613 € conformément au budget prévisionnel transmis.

Le C.C.A.S s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'exercice.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Le C.C.A.S. de Vallauris reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 15 000 €.

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte du C.C.A.S. par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le dossier de demande de subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE

Dans le cadre d'un comité de suivi des financeurs de la MSAP, réuni au moins une fois dans le courant de l'année, le C.C.A.S s'engage à communiquer un bilan annuel de son activité mentionnant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs spécifiques à chaque action :

- Quantitatifs
 - Nombre de personnes reçues à la MSAP
 - Nombre de bénéficiaires par action
 - Nombre d'orientations
 - Nombre de démarches effectuées
- Qualitatifs
 - Typé de démarches
 - Typologie des publics bénéficiaires
 - Impact de l'action individuel

L'analyse de ces éléments devra permettre de s'assurer que le l'objet de la MSAP défini initialement est bien respecté.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le C.C.A.S. de Vallauris s'engage :

A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles. Celui-ci définit le champ d'application de la comptabilité M22 qui s'applique aux établissements et services du secteur médico-social.

Sont concernés :

*« Les établissements ou services, dénommés selon les cas centres de ressources, centres d'information et de coordination ou **centres prestataires de services de proximité, mettant en œuvre des actions de dépistage, d'aide, de soutien, de formation ou d'information, de conseil, d'expertise ou de coordination au bénéfice d'usagers, ou d'autres établissements et services** »*

Plus particulièrement, le C.C.A.S. de Vallauris remettra à la C.A.S.A. ses comptes administratifs, sous un mois après leur vote. En outre, il communiquera une version détaillée et analytique de ses comptes annuels.

Ce dernier est réalisé par la direction financière de la commune, conformément aux règles budgétaires M22.

Le C.C.A.S s'engage à fournir le compte rendu financier propre à l'exercice, signé par la Présidente ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation.

Si le C.C.A.S. de Vallauris est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par le trésorier principal; il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par le C.C.A.S. de Vallauris, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

La C.C.A.S. de Vallauris s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, le C.C.A.S mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

La C.C.A.S. de Vallauris et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour le Centre Communal
d'Action Sociale de Vallauris,
La Présidente ,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président,

Michelle SALUCKI

Jean LEONETTI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2017

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	9 620	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services	6620	013-Atténuation de charges	9 113
Achats matières et fournitures	2000	74- Subventions d'exploitation¹¹	
Autres fournitures	1000	Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	2 720	CASA	15 000
Locations	1200	Droit commun :	
Entretien et réparation	500	Etat : FNADT	25 000
Assurance	1020	-	
Documentation		Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Département(s) :	15 000
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		Commune(s) :	16 500
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	68 273	- CAF	
Rémunération des personnels,	49 081	Fonds européens	
Charges sociales,	19 192	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65- Autres charges de gestion courante		Autres privées	
66- Charges financières		75 - Autres produits de gestion courante	
67- Charges exceptionnelles		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
68- Dotation aux amortissements		77 - Produits exceptionnels	
		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	80 613	TOTAL DES PRODUITS	80 613
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	80 613	TOTAL	80 613

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/12/2016
Numéro : BC_2016_236
Nature : DE - Deliberations
Objet : Maison de Services au Public - CCAS de Vallauris -
Attribution d'une subvention de fonctionnement
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : gLPbBx1

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 29/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161219-BC_2016_236-DE

Acte reçu

Date : 19/12/2016
Numéro interne : BC_2016_236
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Maison de Services au Public - CCAS de Vallauris - Attribution d'une subvention de fonctionnement
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161219-BC_2016_236-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20161219-BC_2016_236-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20161219-BC_2016_236-DE-1-1_3.PDF